ENQUETE RESSOURCES ET SITUATION DES OCCUPANTS AU 1er JANVIER 2017

SLS

Nom :
Prénom :
Adresse :

La communication des informations ci dessous est strictement obligatoire

La loi fait obligation de répondre dans le délai d'un mois

A défaut de réponse, vous vous exposeriez aux sanctions prévues par la loi

1 - SITUATION DE FAMILLE AU 1er JANVIER 2017										
	Titre	Nom	Nom de naissance	Prénom	Sexe M/F	Né(e) le	Lien de parenté (1)	Suppression Invalide O/N		
Locataire										
Conjoint								. 🗆 🗆		
Occupant										
Occupant										
Occupant										
Occupant										
Occupant										
Occupant										
Occupant										
Occupant										

⁽¹⁾ Lien de parenté avec le locataire et son conjoint ou son concubin. Exemple : Père, Mère, Grands parents, Frère, Soeur, etc...

2 - SITUATION ACTUELLE DES OCCUPANTS DU LOGEMENT (Majeurs de 18 ans et plus)												
Nom Prénom		evenu	-	Situatio	•	Depuis le	Coordonnée					
	"	scal		Jnion libre Pacsé(e) Célibataire Divorcé(e)	Séparé(e) Veuf(ve) Autre		@mail:	_				
			Marié(e)	Union libre Pacsé(e) Célibataire Divorcé(e) Séparé(e)	Sépa Veut Au		Te domi		Tel portal			Геl. avail
	1	-	_		-		1	00	porta			
	ļ						ļ					
							ļ					
			<u> </u>									
	<u> </u>		<u>⊔</u>									
3 - SITUATION	PROF	ESSIONN	IEL	LE DES OCC	CUPANTS N	1AJEURS	(18 ans	et plus)	DU LO	GEN	IENT	
Nom Prénom						_						
		CDI ou fonctionna		CDD, stage, intérim	Artisan, commerçant, prof.libérale	Chômage	Apprenti	Etudiant	Retraité	Autre	Invalidité	Minimum Vieillesse
												_
Je soussigné(e), certifie	sur l'ho	nneur l'ex	acti	tude des rer	nseignement	s ci-dessu		Date Signature				

Les renseignements contenus dans le présent questionnaire faisant l'objet d'un traitement informatisé, vous disposez, conformément à la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978, d'un droit d'accès et de rectification que vous pourrez exercer à notre siège. Ces informations nominatives sont exclusivement à l'usage de notre organisme et ne peuvent être communiquées à des tiers sauf à des organismes publics pour répondre à des obligation légales.